

Allocution prononcée à l'occasion de

Assemblée générale annuelle
Conseil des gouverneurs de la
Fédération des enseignantes et des enseignants
de l'Ontario

Par :
Eileen Mercier,
La présidente du conseil,
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Le 23 août 2010

Merci beaucoup, (Reno), et bonjour à toutes et à tous.

Se joint à moi aujourd'hui, Rod Albert, membre du conseil. Rod est notre dernier membre en date : il nous a rejoints le 1^{er} janvier. Mais sa relation au RREO ne date pas d'hier, bien au contraire. Comme vous le savez certainement, c'est à titre de président de la FEO que Rod a mené les négociations avec le gouvernement ontarien pour établir le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en tant qu'organisme indépendant en 1990. Rod prendra la parole après moi. Jim Leech, notre chef de la direction, et Melissa Kennedy, notre chef du contentieux et vice-présidente principale, Affaires générales, sont également parmi nous, et se joindront à moi pour répondre à vos questions après mon allocution et celle de Rod.

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Reno, pour votre bon succès cette année. Je sais que les fluctuations du marché et leurs incidences sur notre fonds, ainsi que l'insuffisance de capitalisation chronique ont été au centre de vos préoccupations pour vous et votre équipe. Je tiens à vous féliciter pour votre calme et votre approche mesurée face aux défis auxquels nous sommes confrontés. Vous avez bien compris qu'il n'existe aucun guide pouvant nous indiquer quelle voie suivre dans cette époque inédite, et nous l'apprécions grandement.

Je tiens à vous féliciter, Rian, pour votre nomination à titre de président. Vous assumez de grandes responsabilités envers l'une des plus précieuses ressources de la province : nos enseignants. Je sais que le régime n'est pour vous qu'une préoccupation parmi d'autres, mais vous serez sensible au fait que nous autres considérons que c'est la plus importante de vos tâches. Je suis certaine que vous ne voudriez surtout pas qu'il en soit autrement.

Aujourd'hui, je voudrais aborder deux points :

1. Premièrement, le climat économique actuel et les perspectives pour notre régime et;
2. Deuxièmement, les progrès considérables réalisés cette année par le groupe de travail sur la viabilité de la capitalisation, constitué des représentants principaux de la FEO, du gouvernement et de la direction du régime. Ils ont travaillé de concert pour s'attaquer au problème d'insuffisance de capitalisation chronique dont notre régime souffre ces dernières années.

Je vais commencer par vous parler de la conjoncture économique et des marchés.

Cela fait 3 ans qu'a débuté le jeu de massacre du papier commercial adossé à des actifs, des prêts hypothécaires à risque élevé et de la crise financière qui a suivi. On a qualifié cette période de « cygne noir » que personne n'aurait pu prévoir, cette situation étant totalement inédite. Je me souviens encore quand Bob Bertram, notre chef des placements de l'époque, a exprimé son désarroi quand les marchés des actions de sociétés ouvertes et des titres à revenu fixe, qui n'ont normalement aucune corrélation, se sont mis à évoluer de la même façon. Le papier commercial a été gelé et de nombreux investisseurs ont dû se départir d'autres placements – les dévalorisant du même coup – pour acquitter leurs dettes. Et ainsi, les deux catégories d'actif se sont écroulées de concert.

Deux ans plus tard, et même si nous sommes sortis du fin fond de la récession de 2008-2009, les beaux jours ne sont pas de retour sur les marchés des actions de sociétés ouvertes et des titres à revenu fixe.

Certains qualifient la situation américaine de reprise économique fragile. On parle également de « Japon diète » en référence aux deux décennies perdues par le Japon à partir des années 90 et des 5 récessions qu'il a connu depuis, entraînant ainsi le pays sur des montagnes russes économiques. En tout, 8,5 millions d'Américains ont perdu leur emploi en 2008 et en 2009. Quelque 4,5 millions d'Américains sont toujours sans

emploi à l'heure actuelle, soit grosso modo la population de Los Angeles. Tant que les États-Unis n'auront pas retrouvé le plein emploi, l'économie américaine ne redémarrera pas. L'emploi est le moteur de l'économie moderne, car il entraîne l'achat de maisons, d'automobiles et de gros appareils électroménagers. Étant donné la dépendance du Canada sur l'économie américaine, tant que cette dernière a la santé fragile, la nôtre ne se portera pas mieux.

Cette année, le marché a connu des soubresauts vertigineux et imprévisibles. Quand j'étais en train de préparer mon allocution pour ce matin la Chine a elle aussi annoncé un ralentissement de son économie. Résultat : le Dow Jones a connu son plus grand recul depuis plus d'un mois.

De l'autre côté de l'Atlantique, la contagion des marchés européens a commencé en force cette année, ce qui a également mis un frein à toute forme de reprise économique.

Je suis heureuse de vous annoncer que votre régime n'a aucune exposition dans les obligations souveraines du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne (pays qui, en anglais, portent l'acronyme peu flatteur de PIIGS : littéralement, « PORCS ») qui croulent sous leur poids, ni aucune exposition dans British Petroleum. Vous avez peut-être lu que notre équipe de placements dans des sociétés ouvertes a réussi à acquérir une part importante de Transocean, l'exploitant de plateformes pétrolières que l'on a parfois accusé à tort d'avoir causé la catastrophe de BP. Le prix de leur action a chuté au moment de l'explosion. Nous avons acheté d'autres parts au plus bas prix, et je suis heureuse de vous dire que ces actions ont déjà gagné 25 %.

L'économie canadienne est en bonne santé, comparativement à d'autres pays, principalement grâce aux ressources naturelles. En ce moment, il fait bon être bûcherons et porteurs d'eau, et bien sûr mineurs et pétroliers. Cependant, le fait est que l'économie est mondialisée et que nous ne sommes pas à l'abri des effets du « Japon diète » ou des « PIIGS ».

Comme Neil Petroff, notre chef des placements, nous avait prévenus dans son allocution lors de notre assemblée annuelle en avril :

« Cette remontée [en 2009] s'explique en grande partie par le redressement du marché boursier et non par une réelle croissance économique, nous ne nous attendons pas à ce que les rendements continuent de croître au même rythme. »

Et de fait, il avait raison.

Étant donné que les marchés financiers sont peu porteurs et que les taux d'intérêt sont encore plus bas que l'an dernier, personne ne sera surpris d'apprendre qu'il n'y a pas eu d'allègement de la capitalisation du régime. Le principal risque lié au passif est le recul des taux d'intérêt réels. Alors que nous pensions que les taux d'intérêt allaient augmenter avec la reprise, il n'en a pas été ainsi. À vrai dire, le rendement des obligations à rendement réel a chuté de 0,11 % à 1,42 %. Ainsi, notre situation financière s'est détériorée.

Comme déclaré plus tôt cette année, nous avons déjà prévu une croissance de notre insuffisance en 2010, étant donné les pertes de 12,7 G\$ retenues dans le cadre de l'ajustement de nivellement à la fin de 2009 et devant être comptabilisées sur les trois prochaines années. La baisse constante des taux d'intérêt réels ne fait qu'exacerber le problème.

Dans un tel contexte, vous comprenez pourquoi le conseil et la direction du régime sont à ce point enthousiastes à propos des progrès réalisés ces derniers mois par le groupe de travail sur la viabilité de la capitalisation.

Je voudrais vous rappeler l'origine, le mandat et la composition de ce groupe de travail.

Sa création fait partie de l'entente conclue par suite du dépôt de l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2009. Les parties avaient décidé de former un groupe de travail sur la viabilité de la capitalisation pour étudier les meilleurs moyens de maintenir le RREO sûr et abordable à l'avenir. Ce groupe de travail tripartite se composait de représentants principaux de la FEO, du gouvernement de l'Ontario et de la direction du régime. Les trois parties avaient leurs conseillers – des actuaires et, pour la FEO, des avocats – à leurs côtés. C'est l'estimé professeur Harry Arthurs, qui a récemment présidé Commission d'experts en régimes de retraite de l'Ontario, qui en était l'animateur. Le groupe a examiné toutes les modifications pouvant être apportées au régime afin qu'il demeure viable et abordable.

Un nombre important de salariés du régime ont travaillé durant des milliers d'heures pour soutenir les efforts du groupe de travail.

Le résultat de leurs délibérations se trouve dans un rapport qui sera présenté aux participants en septembre. Il détaillera deux nouveaux processus :

- Premièrement, un examen indépendant de l'hypothèse du taux de rendement utilisée pour estimer la valeur du passif du régime. Ce processus transparent permettra aux partenaires de refermer ce chapitre sereinement;
- Deuxièmement, un examen des options, notamment de modifications possibles aux taux de cotisations et aux niveaux de prestations futurs, advenant une insuffisance de capitalisation en 2012.

Le groupe de travail en tant que tel a été dissout et ses membres font désormais partie du Comité consultatif des partenaires, qui se réunit chaque trimestre et qui mettra en œuvre les conclusions et recommandations.

Un groupe formé de représentants des secteurs des communications et de l'éducation a également été formé dans le cadre de l'entente à la suite de l'évaluation actuarielle. Il a développé toute une gamme d'outils de communication (une trousse d'animateur, des webémissions, des fiches de renseignements, un bulletin, etc.) pour aider les

participants à comprendre les défis de financement auxquels le régime fait face. Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous encourage à visiter le site Web tripartite, CapitaliserVotreRente.com, et à prendre connaissance des documents qui s'y trouvent. Le site a reçu à ce jour près de 5 000 visiteurs uniques. Pas moins de 95 % des visiteurs interrogés ont trouvé que la présentation les a aidés à comprendre les défis auxquels le régime fait face, et 92 % recommanderaient ce site à d'autres. Cet effort de communication se poursuivra jusqu'à la prochaine évaluation.

Avec des taux d'intérêt au plus bas, des marchés très faibles, les séquelles des pertes de 2008 pas encore effacées et le vieillissement des participants, nous prévoyons que notre déficit sera important à cette date. Il est déjà clair que ce déficit sera tellement important qu'on ne pourra le faire disparaître par des ajustements mineurs. De même, ni le rendement de placements ni des taux d'intérêt ne pourront régler ce problème en si peu de temps. Des modifications devront être apportées pour garantir la pérennité du régime.

Nous sommes ravis que les partenaires aient pris de l'avance en préparant une liste d'options détaillées qui sont à notre disposition pour discussion sérieuse et minutieuse dans les mois qui viennent.

Quelle sera la solution? Il est bien trop tôt pour le dire. Les parties impliquées auront pour tâche de la trouver. Je ne sais pas quelle sera leur décision, mais soyez assuré que ce sera la décision la plus éclairée et la plus transparente qui sera prise depuis que nous nous sommes retrouvés en déficit en 2003.

Et maintenant, c'est avec plaisir que j'invite Rod Albert à faire le point au nom des membres du conseil.

#####

